

## Recherches sociographiques



Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec, Tome XXXVIII, La guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe*

Jean-Guy Genest

Volume 11, Number 1-2, 1970

La Basse-Côte-Nord du Saint-Laurent

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055491ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055491ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Genest, J.-G. (1970). Review of [Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec, Tome XXXVIII, La guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe*]. *Recherches sociographiques*, 11(1-2), 188–191. <https://doi.org/10.7202/055491ar>

fédératif, en expose la nature et présente les moyens d'action dont disposent les différents niveaux de gouvernements; il rappelle les limites auxquelles chacun fait face. Bien des questions, nous semble-t-il, devraient encore être développées avant de parvenir à une théorie générale.

La troisième partie traitant de l'organisation et de la politique économiques au Canada consacre huit pages à l'histoire des relations fédérales-provinciales et dix-sept à l'équilibre à établir entre le pouvoir central et les provinces. Il aurait été intéressant qu'en une série de cas hypothétiques, on montrât les principales organisations économiques possibles en régime fédératif et qu'on en fit la critique en dégageant les avantages et les contraintes de chacune. L'auteur nous présente plutôt de vastes considérations sur la politique économique dans un état fédératif.

Il faut rendre hommage au professeur R. Dehem d'avoir tenu compte des « valeurs fondamentales » du milieu tout au long de son étude et de n'avoir pas fait une analyse sèchement économique, comme les économistes sont souvent tentés de le faire, en mettant de côté les valeurs sociales et politiques comme si celles-ci ne faisaient pas partie de l'homme. Une étude du fédéralisme ne peut ignorer cet aspect sous peine de rester sans valeur. Cela, le professeur Dehem l'a mis en évidence.

Nous ne cachons pas que nous avons abordé la lecture de l'ouvrage du professeur R. Dehem en recherchant l'éclairage que l'économiste peut apporter au débat en cours au Canada; le titre nous le laissait espérer. L'orientation que prendra notre milieu sera en grande partie déterminée par le facteur économique. L'économiste n'étant pas devin, il ne peut prédire l'avenir, mais il peut exposer en une série d'hypothèses les voies ouvertes à une communauté et faire ressortir les avantages et les inconvénients de chacune. Le Québec peut-il planifier? Quels en seraient les avantages et les coûts? Le peut-il dans les structures politiques actuelles? Quels types de structures politiques exigerait tel ou tel type de planification? Jusqu'à quel point gagnerait-on à modifier des structures politiques pour planifier?

Malheureusement, dans le débat actuel, l'étude du professeur R. Dehem ne nous aide guère à porter un jugement éclairé sur les choix à faire. Mais ce n'était pas là l'ambition de l'auteur. Il se proposait, comme il le dit en introduction, de faire un ouvrage d'ordre didactique; si le terme « planification » figure dans le titre, c'est un peu une concession à la mode du moment. Les quelques inconsistances entre le titre et le contenu mises à part, l'auteur nous apporte une introduction intéressante à l'étude de l'organisation politico-économique de l'état fédératif.

Claude PICHETTE

*Département d'économique,  
Université de Sherbrooke.*

Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec, tome XXXVIII, La Guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe, Montréal, Fides, 1968, 318 p.*

Ce volume a trait au début de la seconde guerre mondiale. Il couvre la période qui s'étend de septembre 1939 à la conférence fédérale-provinciale de janvier 1941. Figurent dans cette chronique l'entrée du Canada en guerre, la perte du pouvoir par l'Union nationale, la présentation du rapport Rowell-Sirois, les initiatives des libéraux concernant l'éducation et le droit de suffrage féminin, l'activité du gouvernement fédéral en rapport avec la guerre et la canalisation du Saint-Laurent. Autant de questions qui ont été au centre des débats politiques pendant plusieurs années. C'est pourquoi le lecteur s'attend à ce qu'elles soient l'objet d'une étude approfondie.

L'auteur nous laisse sur notre appétit. Il effleure les sujets, il ne va pas vraiment au fond des choses. Il prend même à son compte les simplifications partisans des politiciens. Son interprétation des événements est soumise au prisme déformant d'un double préjugé, favorable à la fois à l'Union nationale et à la droite au sens idéologique. Page après page, nous retrouvons la plume qui a loué le pouvoir dans *Quinze années de réalisations* et chassé des sorcières dans *L'infiltration gauchiste au Canada français*. L'auteur s'applique même à peindre les libéraux et les hommes de gauche sous des traits peu avantageux. « Eugène L'Heureux a l'air ingrat, la plume sirupeuse, et ses confrères du *Soleil* le taxent, depuis des années, de crétinisme » (p. 44), « Mackenzie King offre la mine abattue d'un vieux cheval qui aurait déjà fourni une longue traite » (p. 17), Sir Eugène Fiset, « qui succède au suave et distingué Patenaude . . ., possède une réputation de sacreur intrépide » (p. 106) et « aurait rendu des points » au général Lafleche « dans un concours de blasphèmes » (p. 97); ce dernier, qualifié de « butor », « blasphème en français » (p. 272). Ce qu'un académicien peut écrire . . .

L'ensemble du volume s'accompagne d'une sorte de lamentation sur la trahison du peuple canadien-français par les perfides libéraux. Parfois le récit s'interrompt et la plainte s'amplifie. Les chapitres qui portent sur la guerre sont particulièrement truffés de ces couplets réprobateurs. Dans cette optique, le vote qui donne le pouvoir aux libéraux en octobre 1939 est évidemment une erreur. Alors Jérémie de pleurer sur Jérusalem :

« Pauvre chère province de Québec, leurrée par les politiciens, exploitée par les financiers, endormie par la presse, abasourdie par la radio. Pauvre chère province de Québec, il me semble que je t'aimerais moins si tu ne m'apparaissais, par moments si meurtrie et si pitoyable » (p. 60).

L'influence de l'idéologie est d'autant plus grande que l'information est moins complète. De nombreux exemples soulignent cette situation. Comme raison de l'appel au peuple, en 1939, Rumilly se contente de la version officielle de l'Union nationale: la défense de l'autonomie contre les centralisateurs d'Ottawa. L'examen de la situation financière de la province, de sa dette considérablement accrue, de son dernier emprunt, obtenu à des conditions très onéreuses, aurait fourni des explications plus satisfaisantes.

La défaite de l'Union nationale en 1939 serait la conséquence de la participation des libéraux fédéraux à la campagne électorale. Il aurait fallu au moins signaler les nombreux autres facteurs de cette défaite: le mécontentement de la classe ouvrière engendré par les bills 19 et 20, et par l'attitude ministérielle pendant la grève du textile; la déception des nationalistes, qui ont vu mettre de côté leur programme de restauration sociale; la dissidence des hérauts prestigieux qui avaient mené le parti à la victoire en 1935-1936: Paul Gouin, Philippe Hamel, Ernest Grégoire, Oscar Drouin, René Chaloult, François Leduc; la persistance de la crise économique et du chômage qui érode le prestige du parti. La campagne électorale joue encore contre le parti ministériel. Dans le camp libéral, elle fut menée avec célérité et minutie, on réussit même à louer les meilleures heures d'écoute à la radio; dans le camp unioniste, elle fut souvent le fait de l'improvisation: l'organisateur du district de Québec et quelques députés étaient à l'Exposition universelle de New-York quand l'appel au peuple fut annoncé. Des ministres n'avaient même pas été prévenus. Duplessis commit de coûteuses erreurs de stratégie. Son discours inaugural de Trois-Rivières lui aliéna le vote et les souscriptions des anglophones. Son refus d'utiliser la radio le priva d'un puissant médium de propagande. Le thème électoral de l'autonomie n'était pas, semble-t-il, des plus appropriés, les orateurs devant expliquer à la population ce qu'était l'autonomie. Voilà des éléments dont il faut tenir compte dans l'analyse du verdict électoral.

Quand le sujet traité n'est pas surtout politique, Rumilly n'explique pas davantage les problèmes, mais les considère presque uniquement sous leur aspect politique. Tel est le cas de la canalisation du Saint-Laurent. Il la présente comme un sacrifice des intérêts québécois et ontariens, comme une concession du Canada à l'amitié américaine. Comme

preuve, il ne nous fournit guère que les dires des politiciens. De toutes les implications financières, commerciales et industrielles de l'immense entreprise, de la documentation accumulée sur le sujet par les géographes, les économistes et les chercheurs de toutes disciplines, pas un mot, pas un chiffre. Le lecteur doit croire Rumilly sur parole.

D'autres passages témoignent d'une information assez douteuse. Ainsi Rumilly nous affirme que toute la presse québécoise « à l'exception de deux journaux montréalais, *Le Devoir* et *L'Illustration Nouvelle* », appuie le parti libéral (p. 52). Or cinq quotidiens sont restés neutres: *L'Action Catholique*, *Le Droit*, *Le Nouvelliste*, *La Patrie*, et *La Presse*; et quatre journaux, non pas deux, appuyèrent l'Union nationale: le *Chronicle-Telegraph*, *Le Devoir*, *L'Événement-Journal* et *L'Illustration Nouvelle*.

Quant au marché des capitaux américains, est-il bien sûr que le gouvernement fédéral soit intervenu pour en fermer l'accès au gouvernement québécois? La loi de neutralité américaine interdisait déjà aux États-Unis de prêter à un pays belligérant ou à une subdivision administrative d'un tel pays. Et si les libéraux ont refusé toute entente avec Ernest Grégoire, ce n'est pas pour complaire à Fernand Choquette. Ils ne voulaient à aucun prix appuyer Grégoire. Ils venaient de le faire battre à l'élection municipale de Québec (1938) et beaucoup des leurs lui vouaient une antipathie profonde. C'est en 1938, non au printemps 1939, comme l'affirme Rumilly (p. 47), que Gouin refuse définitivement de rallier les rangs des libéraux. Le chef de l'Action libérale nationale n'invoque pas les attaques de Godbout — que Rumilly juge impardonnables — mais l'existence de la vieille garde dans le parti libéral. Et si « Gouin choisit la division de Mercier », pendant l'élection de 1939, ce n'est pas « pour rester au cœur de la lutte », mais parce qu'il n'a plus aucune chance de se faire élire dans L'Assomption, où ses adversaires lui ont mené une lutte très vive dès le début de la campagne.

Quant à la « caisse opulente » du parti libéral, il semble bien qu'elle soit un peu surfaite. Au début de la campagne de 1939, elle était vide. Power a dû faire appel à son collègue du cabinet fédéral, J. G. Gardiner. Cet ancien premier ministre de Saskatchewan avait conservé la maîtrise de la puissante machine électorale de sa province et prêta \$25,000 à l'organisateur québécois. Par ailleurs, des sondages indiquent que les candidats unionistes ont touché des allocations électorales plus élevées que les libéraux. D'ailleurs l'espace occupé par la publicité libérale dans les journaux n'atteint pas 80% de celui qui est loué par l'Union nationale. Autant de faits qui font douter de « l'opulence » de la caisse libérale. Quant à Godbout, il n'est pas du tout certain qu'il ait joué un rôle effacé pendant la campagne. À Montréal, il est rappelé au micro et reçoit une ovation qui se prolonge pendant dix minutes. De l'aveu général, Godbout, qui était un des meilleurs orateurs de son temps, a accompli de véritables performances pendant la campagne.

Les procédés de composition adoptés par l'auteur donnent parfois l'impression de décousu. Sous prétexte de peindre la complexité de la vie québécoise, il juxtapose dans une même page les éléments les plus disparates: expédition d'un corps d'armée en Europe, câblogramme de l'agence Havas, intervention intempestive d'un magistrat, décision du chef libéral, abandon d'un plan fédéral-provincial d'aide à la jeunesse, moisson de pommes dans la vallée du Saint-Laurent (p. 27). Les redites sont particulièrement agaçantes. Godbout avait promis de démissionner si l'aile fédérale du parti établissait la conscription. Trois fois en moins de dix pages, Rumilly rapporte textuellement cet engagement du chef libéral (pp. 40, 43, 48). Godbout soulignait l'augmentation de la dette provinciale en indiquant qu'elle s'accroissait « au rythme effarant de \$2 par seconde, de \$7,000 par heure, de \$100,000 par jour ». La citation déjà parue dans le volume XXXVII nous est de nouveau servie dans le présent tome (p. 42). Dans le but de souligner les contradictions des libéraux, Rumilly rapproche constamment leur attitude de 1939 de celle de 1914-1919. Des chapitres prennent ainsi l'allure de longs parallèles entre les deux attitudes, au détriment du parti en cause. La chronique se mue en réquisitoire.

Ce petit volume, qui ne brille pas par l'objectivité et la sûreté de la recherche, sera quand même utile. Il permettra de situer une foule d'événements sans recourir à la fastidieuse lecture des journaux. Une table onomastique permet d'ailleurs le repérage rapide.

Jean-Guy GENEST

*Institut d'histoire,  
Université Laval.*

« CAHIERS DE SAINTE-MARIE », *Le travailleur québécois et le syndicalisme*, Cahier n° 2, Montréal, Éditions de Sainte-Marie, 1967, 120 p.

Dans ce petit ouvrage que constitue le Cahier numéro deux de la série « Les Cahiers de Sainte-Marie », on essaie de présenter un certain nombre de tableaux de la situation ouvrière au Canada et au Québec, plus particulièrement durant la période qui s'étend, en gros, des débuts de la Confédération aux premières années de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est là précisément l'objet des sept chapitres de ce petit livre, auxquels s'ajoutent un « exposé synthétique » de l'évolution du syndicalisme de 1891 à 1960, ainsi qu'un épilogue, qui traite brièvement de la situation présente en relations du travail au Québec, situation envisagée surtout dans ses aspects conflictuels, auxquels on tente d'apporter certaines explications.

Parler ici de traité d'histoire syndicale, même en tenant compte de la courte période couverte par les auteurs, serait d'une grande exagération: il s'agit tout au plus d'une série de sept textes d'inégale longueur, consacrés à certains aspects de l'histoire de nos relations du travail, et dont quelques-uns prennent nettement l'allure de monographies historiques. C'est le cas notamment des quatre derniers chapitres, signés par Richard Desrosiers et Denis Héroux, qui traitent du syndicaliste Lépine et de son activité politique.

Les trois premiers chapitres, signés par Denis Héroux, font, pour leur part, état des forces ouvrières du Québec à l'époque de la Confédération, à la situation juridique établie par la loi de 1872 sur les syndicats ouvriers et à la crise économique des années 1873-1878, ainsi qu'à l'apogée des Chevaliers du travail au Québec dans les années 1880.

Beaucoup de faits et événements rapportés dans ces textes étaient déjà contenus dans les différents ouvrages et articles parus chez nous et au Canada anglais depuis un certain nombre d'années, mais nous pouvons rendre le témoignage aux auteurs de ce Cahier d'avoir traité de certains aspects de cette période d'une façon plus détaillée que ne l'avaient fait la plupart des ouvrages. Pour ce faire, les auteurs, en plus d'utiliser certaines sources officielles et publiques, ont largement puisé dans les journaux de l'époque, presque tous conservateurs, ce qui aide beaucoup à situer certains événements dans un éclairage social plus large et à étoffer ainsi leur connaissance, surtout pour ce qui est du Québec, en les greffant sur une meilleure connaissance de la condition ouvrière du temps.

Ces remarques s'appliquent surtout aux chapitres traitant de l'activité politique de Lépine, qui peut être considérée comme un exemple assez typique des formes d'action politique auxquelles conduisait notre variété nord-américaine de syndicalisme durant cette période de son évolution et à venir jusqu'à l'aube du deuxième conflit mondial.

La partie consacrée au calendrier des principales dates d'évolution syndicale de 1891 à 1960 n'apporte absolument rien de neuf à la connaissance du sujet, quoiqu'elle puisse être utile aux élèves de collèges ayant à recevoir un enseignement en cette matière.

L'épilogue, signé par André Grou, pour beaucoup trop succinct qu'il soit, n'en dégage pas moins certaines considérations valables sur la situation syndicale au Québec dans les années récentes. L'auteur réussit assez bien à présenter certains éléments valides d'explication des tensions qui marquent présentement nos relations du travail.